

## Sécurité ? Mais de qui ?

Au motif des attentats terroristes qui endeuilent la France depuis 2015 et d'assurer la sécurité des populations, les gouvernements ont réactivé le dispositif d'état d'urgence très attentatoire aux libertés publiques et individuelles et qui confère des pouvoirs exorbitants aux autorités administratives et policières. Or depuis, nous ne pouvons que constater l'échec patent de ces dispositifs à endiguer la vague terroriste, l'actualité récente ne venant que trop nous le rappeler, et ainsi son inutilité sociale. Pourtant le gouvernement Macron a décidé de le prolonger encore une fois et d'inscrire nombre de ses mesures dans le droit commun. De sorte que l'état d'urgence devienne permanent ! Car s'il n'est guère utile à protéger les populations, en revanche il s'avère bien plus efficace à en brimer les revendications. Dire que la violence a monté d'un cran depuis la mise en place de l'état d'urgence, seul pays à avoir répondu de la sorte aux attentats (!), relève de l'évidence. Et alors que l'on mène une politique ultralibérale attentatoire aux droits sociaux, aux libertés publiques et à l'environnement, sachant que celle-ci est rejetée par une majorité écrasante de la population qui entend bien faire entendre sa voix, l'état d'urgence associé à une doctrine d'utilisation violente des forces de l'ordre s'avère plus qu'utile aux intérêts des classes dirigeantes ! Les manifestations contre la loi El Khomri en auront été une illustration éclatante, les forces de l'ordre ayant été à l'origine de l'essentiel des violences inacceptables qui s'y sont déroulées allant jusqu'à mutiler nombre des manifestants !

Et le changement du pouvoir au printemps n'a évidemment rien changé à cela. Le 15 août à Bure, lors d'une nouvelle manifestation pacifique contre l'installation d'un centre de stockage de déchets nucléaires, les forces de l'ordre ont une fois de plus fait un usage totalement disproportionné de la force avec utilisation de gaz et autres grenades assourdissantes pourtant déjà à l'origine de nombre de blessures et mutilations l'année dernière. Et ce qui devait arriver arriva. Robin, un camarade de lutte dijonnais, a reçu une grenade assourdissante qui en explosant a provoqué fractures et peut être la perte de plusieurs orteils ! Gravissime et totalement inadmissible dans un pays qui se targue d'être un exemple pour les libertés publiques et démocratiques. Solidaires apporte son soutien le plus total à Robin, ses proches, aux camarades de lutte pour certains eux mêmes blessés et exige que les responsabilités soient rapidement établies dans cette affaire. Que des sanctions lourdes et exemplaires soient prises et qu'alors que s'annonce un automne social agité, que le pouvoir prenne toutes dispositions pour faire cesser ces violences intolérables contre sa population, en clair qu'il assure réellement sa sécurité quand bien même elle serait en désaccord avec lui. Sans quoi il en paiera certainement un jour ou l'autre le prix.

Dijon le 21 août 2017